

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 20 octobre 2025

Energie-climat

Le think tank de Tony Blair suscite encore une fois la polémique sur la politique énergétique du Royaume-Uni

Dans son dernier [rapport](#), le Tony Blair Institute for Global Change plaide pour un réajustement des priorités énergétiques du gouvernement, en privilégiant la baisse des coûts du système électrique d'ici 2030 plutôt que l'atteinte de l'objectif de décarbonation de 95 % du mix, sans remettre en cause l'objectif de neutralité carbone à 2050.

Cette conclusion a toutefois été comprise par la presse comme un appel à l'abandon de la politique de transition énergétique portée par Ed Miliband. Le gouvernement a dû publier un démenti des rumeurs de renoncement par le Premier ministre à cet objectif central dans son programme de gouvernement et rappelé qu'il s'était également engagé à réduire les factures d'énergie de 300£ par an d'ici 2030.

Le rapport formule plusieurs recommandations pour faire baisser les coûts de l'électricité comme des revues annuelles de la transition énergétique, le passage d'un système de prix centralisé à un système régionalisé, une réforme du système de planification, le recours à l'IA pour piloter le réseau, le développement du nucléaire et la suspension temporaire de la taxe carbone sur le gaz.

Le gouvernement promet de créer 400 000 emplois dans la transition d'ici 2030

Le ministre de l'énergie et du climat, Ed Miliband, a annoncé que la transition énergétique créerait 400 000 emplois dans les 4 prochaines années, portant à 860 000 le nombre d'emplois « verts » à l'horizon 2030. L'essentiel de ces emplois, rattachés à 31 métiers, seront créés dans l'est du pays, où se concentrent les projets d'énergie renouvelable, de captage et du stockage de carbone ainsi que la centrale de Sizewell C.

Dans son [plan](#), le ministre a également annoncé indiqué la création de 5 nouveaux centres de formation, le lancement d'un programme

de reconversion professionnelle pour les anciens militaires et un autre pour les employés du secteur pétrolier.

En parallèle, l'énergéticien Centrica a annoncé investir 35 M£ dans une académie de formation aux métiers de la transition et un laboratoire de recherche dans le Leicestershire.

Un rapport appelle à accélérer le déploiement des technologies de captation du carbone

Un [rapport](#) indépendant commandé par le ministère de l'Énergie et de la Neutralité carbone (DESNZ) et présidé par le Dr Alan Whitehead CBE souligne le rôle essentiel des technologies de retrait des gaz à effet de serre pour atteindre la neutralité carbone au Royaume-Uni et dans le monde. Si le pays a posé les bases d'un cadre favorable - notamment grâce aux investissements massifs dans le captage et stockage du carbone (CCUS) - le rapport met en garde contre une stratégie déséquilibrée centrée sur les grands projets industriels au détriment d'initiatives plus dispersées et innovantes.

Le rapport émet cinq recommandations principales : (i) l'adoption d'une stratégie nationale sur ces technologies, (ii) la création d'un *Office for Greenhouse Gas Removals* pour coordonner les politiques publiques, (iii) la réduction de la dépendance aux biomasses importées, afin d'éviter des effets indésirables sur l'utilisation mondiale des terres et la sécurité alimentaire, (iv) une réforme du mandat sur les carburants d'aviation durables, qui deviendrait un « *Net Zero Aviation Mandate* », imposant que d'ici 2045, tous les vols au départ du Royaume-Uni soient climatiquement neutres, grâce à une plus grande place donnée au retrait des émissions résiduelles, et enfin (v) l'exploitation du potentiel économique de ces technologies, et de l'avantage comparatif dont dispose le Royaume-Uni en la matière, afin de positionner le pays comme leader mondial.

Environnement

Vers des sanctions plus rapides et plus sévères contre les compagnies des eaux

Le gouvernement britannique a lancé une [consultation](#) publique (ouverte jusqu'au 3 décembre 2025) visant à renforcer les pouvoirs de l'*Environment Agency*, l'agence publique de protection de l'environnement, face aux infractions environnementales commises par les compagnies des eaux. Le projet prévoit d'abaisser le niveau de preuve requis pour imposer des sanctions civiles, d'augmenter le plafond des amendes jusqu'à 500 000 £, et d'instaurer des amendes automatiques pouvant aller jusqu'à 20 000 £ pour les violations évidentes des règles, telles que le non-respect des normes de traitement des eaux usées. Ces réformes s'inscrivent dans un plan plus large de lutte contre la pollution de l'eau et de responsabilisation du secteur, alors que les incidents de pollution ont atteint un niveau record en 2024.

Transports

Nouveau retard pour HS2

Le prolongement de la ligne à grande vitesse HS2 vers la West Coast Main Line — une section de 18 miles entre Birmingham et Handsacre (Staffordshire) — sera repoussé d'au moins quatre ans, a annoncé le directeur de HS2, Mark Wild. Ce raccordement devait permettre aux trains en provenance du nord de rejoindre la ligne à grande vitesse et ainsi réduire d'environ 25 minutes le trajet entre Londres et Manchester.

Le gouvernement conservateur avait déjà abandonné la partie nord du projet devant conduire à Leeds et Manchester en 2023, et l'achèvement jusqu'à la gare de Euston à Londres reste incertain (le terminus envisagé actuellement se situant en banlieue de Londres).

Ce retard s'inscrit dans une réorganisation plus large du projet, qui connaît déjà de lourds dépassements de coûts et de calendrier. Le coût total du projet est projeté à plus de 100Md£, avec une date de livraison vers la fin des années 2030.

Eurostar annonce l'expansion de sa flotte de trains

Eurostar a signé un contrat de 2 milliards d'euros avec Alstom pour l'achat de 30 trains à deux étages Avelia Horizon, dont les premières livraisons sont prévues en 2031. 20 trains supplémentaires pourraient être ajoutés à la commande.

Cette nouvelle flotte, plus capacitaire et plus moderne, doit permettre à Eurostar d'étendre son réseau vers de nouvelles destinations comme Genève et Francfort, tout en augmentant les fréquences sur les lignes existantes comme Londres-Paris. L'objectif est de concurrencer l'avion sur les trajets de moins de cinq heures, jugés les plus attractifs pour les voyageurs d'affaires et de loisirs. Le financement du projet sera majoritairement assuré par emprunt.

Cette expansion intervient alors que d'autres concurrents comme Virgin, Evolyn ou Trenitalia ont manifesté leur intérêt à utiliser le tunnel sous la Manche. Un point de friction majeur concerne l'accès exclusif au dépôt de maintenance de Temple Mills, essentiel pour opérer les services transmanche. Eurostar prévoit d'y recruter 350 personnes supplémentaires. La décision du régulateur du rail britannique sur l'ouverture du dépôt à la concurrence est attendue avant la fin du mois.

Environ 400 trains empruntent le tunnel sous la Manche chaque jour (en incluant les navettes et le fret ferroviaire). Getlink, le détenteur et opérateur du tunnel, estime que sa capacité pourrait atteindre 1000 trains par jour.

Nouvelle étape en vue d'une décision sur la troisième piste d'Heathrow

La ministre en charge des transports, Heidi Alexander, a lancé le 22 octobre la revue de l'ANSP (Airport National Policy Statement) qui doit définir le cadre dans lequel toute future expansion d'aéroport peut intervenir. La procédure d'élaboration de ce document sera accélérée par rapport aux délais habituels, avec une consultation sur le projet d'ANSP qui interviendra avant l'été 2026.

L'ANSP prévoira notamment les critères qui devront être respectés par toute expansion d'Heathrow en matière d'impact sur le changement climatique, de bruit, de qualité de l'air et de contribution à la croissance économique. Le Climate Change Committee sera consulté. Le gouvernement a comme objectif une décision finale sous sa mandature (avant 2029). A ce stade, deux propositions d'aménagement portées par Heathrow Airport Limited et par Arora Group sont considérées. Le projet devra être exclusivement financé sur fonds privés, sans surcoût pour le contribuable, et le Gouvernement évaluera si l'expansion nécessite de classer l'aéroport comme infrastructure nationale critique, impliquant des exigences supplémentaires en matière de sécurité et de résilience.

La construction d'une troisième piste à Heathrow, tout comme les autres projets d'agrandissements des aéroports de Stanstead, Luton et Gatwick, sont toutefois critiqués au regard de leur impact environnemental. Dans un [rapport](#), l'*Environmental Audit Committee* juge que ces derniers mettaient en « grave péril » l'atteinte de la neutralité carbone en accroissant le trafic aérien, alors que le gouvernement n'a pas pris de mesures supplémentaires pour décarboner le secteur aérien.

Industrie

Le coût de la cyberattaque contre Jaguar Land Rover estimé à 1,9 Md£

Le cyber-attaque sur Jaguar Land Rover (JLR), survenue fin août, aurait coûté au Royaume-Uni environ 1,9 milliard de livres selon le Cyber Monitoring Centre. Il s'agit du plus grave incident économique provoqué par une cyberattaque jamais enregistré dans le pays. Pendant près d'un mois, les systèmes internes de JLR ont été mis hors service, provoquant l'arrêt de la production et perturbant au-delà de 5 000 entreprises dans sa chaîne d'approvisionnement.

Pour atténuer les impacts, le gouvernement britannique a accordé une garantie de prêt de 1,5Md£ à JLR afin de faciliter son accès au crédit. La National Crime Agency a été saisie de l'enquête, mais peu de détails sur les auteurs sont connus pour l'instant.

Le CMC souligne que cet événement révèle l'enjeu d'une protection non seulement des données, mais également des infrastructures opérationnelles, dont la paralysie est susceptible d'avoir des conséquences économiques graves. Au Royaume-Uni, le nombre de cyberattaques d'ampleur nationale est passé de 89 en 2024 à 204 en 2025.

Nomination d'une conseillère stratégie industrielle auprès de la Chancelière de l'échiquier

Une conseillère dédiée à la mise en oeuvre de la nouvelle Stratégie industrielle (publiée en juin 2025) a été nommée pour un an auprès de la Chancelière de l'échiquier Rachel Reeves.

Dr Anna Valero, professeur à la London School of Economics, avait déjà précédemment travaillé au sein du Council of Economic Advisers de la Chancelière sur la publication du livre blanc sur la stratégie industrielle.

Bien que la mise en oeuvre de la stratégie industrielle relève principalement du Department for Business and Trade, cette nomination d'une économiste spécialisée dans les questions de croissance et de productivité confirme la volonté de la Chancelière de mettre la stratégie industrielle en priorité au service de son *Plan for change* pour la croissance.

Le gouvernement accélère la réforme de la régulation pour soutenir la croissance

Le gouvernement britannique a publié un [bilan](#) d'étape de son *Regulation Action Plan*, six mois après son lancement en mars 2025. Ce plan vise à rendre le système de régulation plus efficace, prévisible et favorable à la croissance. Selon les sondages, 47 % des entreprises estiment que la réglementation freine leur réussite, contre 45 % en 2022. De la même manière, seules deux entreprises sur cinq jugent que les régulateurs les aident à se conformer aux règles.

Le plan actualise les trois priorités du gouvernement en matière de simplification réglementaire : (i) réduire la complexité et le poids des réglementations (objectif de réduction de 25% du fardeau administratif, soit 5,6 Mds£ sur un total de 22,4 Mds par an d'ici la fin du Parlement), (ii) diminuer l'incertitude dans le système réglementaire et (iii) encourager une gestion moins prudente des risques (1 entreprise sur 5 seulement estime que les régulateurs soutiennent l'introduction de nouveaux produits, processus ou modèles d'affaires).

Dans le domaine environnemental, le gouvernement s'attache à moderniser un système de planification et de permis jugé trop lent et contraignant. L'objectif est d'accélérer la construction de logements et d'infrastructures tout en maintenant des standards environnementaux élevés. Les réformes engagées visent à simplifier les procédures pour les grands projets (NSIP), à instaurer des exemptions de permis pour les activités à faible risque et à numériser davantage les processus de l'*Environment Agency*, qui a déjà réduit ses délais de traitement à 21 jours. Le gouvernement envisage également de mettre en place un régulateur environnemental pilote pour les grands projets, chargé de coordonner les décisions entre les différentes agences.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres
pierre.chabrol@dgtrésor.gouv.fr, karine.maillard@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Adam Galametz (Transports, Industrie) Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), Apolline Delagrangue, revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtrésor.gouv.fr